

PCF

Parti  
Communiste  
Français

# L'Humain d'abord

**Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF  
Semaines du 4 au 17 juin 2012 – n°100**

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

## Points d'appui Par Maurice Ulrich

Faire face, relancer la croissance appellent une nouvelle coopération avec les forces syndicales et le mouvement social.

Jean-François Copé est de ces clients indécents qui laissent l'ardoise à ceux qui leur succèdent, ou de ces locataires qui ayant ravagé un appartement laissent les travaux à ceux qui emménagent. S'il estimait hier, feignant d'être beau joueur, que les rencontres sociales d'hier étaient « une excellente chose », il se disait inquiet que l'on y parle retraites et pouvoir d'achat et non compétitivité car « le premier enjeu, c'est la création d'emplois, et pour cela, il faut voir comment nos entreprises peuvent localiser leurs activités en France plutôt que de se délocaliser ailleurs ». Quel culot et quel cynisme. Car c'est bien l'état des lieux, tels qu'ils ont été laissés par deux gouvernements de droite successifs, que la CGT a dressé à l'intention du premier ministre. Un état des lieux aggravé dans la toute dernière période du quinquennat de Nicolas Sarkozy, et alors même qu'il est clair comme de l'eau de roche que de multiples plans sociaux ont été différés et planqués sous les tables des conseils d'administration jusqu'à l'élection présidentielle.

La manœuvre est grossière. Ce n'est pas seulement pour améliorer son bilan aux yeux des Français que le pouvoir précédent a ainsi dissimulé la réalité. C'était aussi, car la naïveté n'est pas de mise en la matière, pour laisser derrière lui un champ de mines. Ce n'est pas un hasard si le Figaro d'hier titrait ainsi : « Jean-Marc Ayrault confronté aux revendications syndicales ». Bien sûr que la droite veut la confrontation. Mais, pour être grossière, la manœuvre n'en spécule pas moins sur les attentes des Français. 58 % d'entre eux, selon notre sondage d'hier, estiment que l'emploi doit être le sujet prioritaire des discussions à venir. Comment en serait-il autrement quand, selon les chiffres présentés hier par la CGT, 45 000 emplois sont immédiatement menacés, avec tout ce que cela représente d'angoisse pour les salariés concernés, leurs proches, leurs familles, les communes où ils vivent.

Sans doute le premier ministre n'a pas été surpris. La droite a beau répéter sur tous les tons qu'un terrible retour aux réalités attend le gouvernement, ce n'est qu'une incantation. Non, la question, c'est évidemment comment faire face, avec quels moyens ? Ce n'est certes pas dans la confrontation, comme l'espère la droite, mais dans la coopération avec les forces syndicales et le mouvement social. Jean-Marc Ayrault souhaite « un dialogue social renoué ». De premiers gestes ont été faits, comme à Fralib. Rien n'est assuré, mais les salariés savent que si la droite était encore au pouvoir, ce n'est pas le ministre mais les CRS et les démenageurs de l'outil de production qui leur auraient rendu visite.

Les marges de manœuvre existent, quoi qu'en disent les croisés de l'ultralibéralisme qui osent encore prétendre, comme le chroniqueur économique Yves de Kerdrel, que lorsqu'un plan social est mis en œuvre c'est « pour sauver d'autres emplois ». Les licenciements boursiers, il ne connaît pas. Le projet de loi les concernant, déposé par les communistes au Sénat au mois de février, peut être discuté très vite. Mais, plus profondément, il est impérieux de stopper l'avalanche de plans sociaux avec un moratoire, et avec la volonté de passer aux actes dans la relance de la croissance. De ce point de vue, retraites et pouvoir d'achat ne peuvent en être déconnectés. Au contraire, la croissance appelle une relance de la demande. Pour tout cela, pour réussir, les syndicats et leurs propositions, le mouvement social dans son ensemble, l'intervention des salariés et des citoyens ne sont pas des handicaps, mais des points d'appui.

## Vidéos à voir

Dernière vidéo du Front de Gauche de la série "En 2012 on va leur faire un dessin" pour les élections législatives : <http://www.pcf.fr/24563>

Vidéo Marie-Christine Vergiat et Luiz Guillermo Perez : droits de l'Homme en Colombie <http://www.eurocitoyenne.fr/content/luis-guillermo-perez-casas-au-parlement-europeen>

## Agenda

Réunion Ignidnés le lundi 18H30 de retour sur le Pâquier Réunions soutien aux Roms au campement 17H30 tous les soirs sauf manifs

Lundi 4 juin, Annecy le Vieux, réunion Front de Gauche  
Mardi 5 juin 20h : café-citoyen du Front-de-Gauche à Thonon au café Chante-Coq  
Cran-Gevrier, réunion Front de Gauche

Mercredi 6 juin 19 h salle des Papeteries à Cran-Gevrier (face à la maison des Associations) l'AG 2012 des Amis de la Terre en Haute-Savoie

samedi 9 juin 14 h au kiosque à Albigny stand d'information/pétition des différentes associations qui représentent le collectif contre le centre des Congrès

**Dimanche 10 juin des législatives 2012**

ELECTIONS LEGISLATIVES - 10 & 17 JUIN 2012 - 5<sup>ème</sup> CIRCONSCRIPTION DE HAUTE-SAVOIE

*L'humain d'abord!  
Prenons l'assemblée!*



Odile Rouffignac titulaire Jean-Philippe Robert suppléant



Lundi 11 juin à 20h Repaire de Là-Bas si j'y suis à Fillinges, bar le Monaco en face de l'église  
15 juin 2012 à 20h30 à l'Agora: Bonneville Conférence « En finir avec le mal logement, une urgence » par Bernard Devert  
19H Repaire là-vas si j'y suis au Dersim, Meythet

16 Juin 2012 : Sortie en forêt avec Thierry Oizel. (reportée au 23 en cas de mauvais temps)  
Inscription : auprès de l'OT de Bonneville (04 50 97 38 37)

**Dimanche 17 juin deuxième tour des législatives 2012**

## Québec : le PCF réaffirme sa solidarité avec le mouvement démocratique et citoyen

Le Parti Communiste Français exprime sa vive inquiétude et sa condamnation devant la poursuite d'une répression brutale contre le mouvement jeune et citoyen au Québec. Les 700 arrestations par la police traduisent le refus des autorités québécoises de toute prise en compte de ce mouvement qui porte des revendications étudiantes mais aussi des aspirations sociales et démocratiques populaires profondément légitimes.

Les impressionnantes manifestations de Montréal et les rassemblements quotidiens dans les quartiers et les villes du Québec expriment un rejet grandissant de la population envers des dirigeants politiques qui s'en prennent aux libertés individuelles et collectives, qui ont perdu la confiance du peuple et leur crédibilité. Cette mobilisation civile et politique de grande ampleur montre les limites atteintes par des pratiques gouvernementales et des politiques marquées par l'autoritarisme et par l'arrogance du pouvoir, par la corruption, le mépris des attentes populaires et de l'intérêt public.

Le Parti Communiste Français réaffirme sa solidarité avec le peuple du Québec, avec la jeunesse et les étudiants de cette «Belle province».

## Rapport Barroso : le cœur de la politique à affronter pour réussir le changement

Hier (30/5), Monsieur Barroso, le pape de l'orthodoxie libérale, a distribué les bons et les mauvais points entre les pays membres de l'UE, a prescrit une nouvelle vague d'austérité et menacé de sanctions certains pays, dont la France, l'Espagne et Chypre. Je tiens à rappeler que la Commission européenne, avec ses « experts » et ses « recommandations », porte une lourde responsabilité dans le chaos social et économique en Europe et le désastre grec.

Les dirigeants européens ont attribué ces derniers mois à cette institution non élue des pouvoirs relevant de la souveraineté des peuples européens en matière budgétaire et économique, dans un consensus assourdissant au plan européen entre les forces libérales de droite, mais aussi sociales démocrates et écologistes. Le traité Sarkozy-Merkel renforce et automatise cette confiscation des choix populaires et l'austérité généralisée, alors même qu'elles sont contestées comme jamais, dans les urnes et dans les rues.

C'est le cœur de cette politique que la France doit affronter si elle veut réussir le changement. C'est pourquoi une renégociation du traité européen doit toucher à ses fondements si une majorité de gauche veut être libre de mettre en place une politique de progrès social et rendre au parlement son pouvoir élémentaire de décision budgétaire. C'est aussi pourquoi la majorité de gauche sera obligée d'aller plus loin que les engagements trop limités de François Hollande. Pierre Moscovici a fait une erreur en annonçant dès hier que la France pourrait respecter les critères budgétaires imposés. Le respect des « recommandations Barroso » et la relance de l'activité ne sont pas compatibles.

Les candidates et candidats du Front de gauche et leur groupe à l'Assemblée nationale seront les garants d'une réorientation de l'Europe, un choix majoritaire dans le peuple et nécessaire à gauche. Si le contenu du traité - renégocié ou non - n'est pas transformé, ils refuseront de le ratifier au parlement et exigeront un référendum.

Pierre Laurent, Secrétaire national du PCF, Président du PGE



### A lire

L'Humain d'abord, tel est le titre du programme partagé du Front de Gauche, déjà 400.000 vendus!

Demandez-le aux militants du PCF.  
Prix : 2€.

Le Pacte des Rapaces (sur le pacte euro+)



## Licenciements boursiers : Pierre Laurent, Nicole Borvo Cohen-Seat et Roland Muzeau écrivent à Jean-Marc Ayrault

Monsieur le Premier ministre,  
Passées sous silence au cours des dernières semaines de campagne de l'élection présidentielle, les menaces de plans sociaux drastiques se précipitent et se multiplient aux quatre coins du pays.



3 000 emplois en ligne de mire à Air France, 3 000 également à PSA-Aulnay, 3 000 encore à Carrefour, 10 000 dans toute la filière de la grande distribution, des milliers encore à Fralib, Nouvelles Frontières, ArcelorMittal, Petroplus, SeaFrance, H2M ex-Québecor, Meryl Fiber, c'est une hécatombe annoncée.

Il nous paraît inacceptable que le gouvernement assiste impuissant à ces destructions massives de l'emploi industriel français alors que les Français ont exprimé avec force leur volonté de mettre un coup d'arrêt à ce gâchis et que votre gouvernement a affiché dans l'intitulé de son ministère l'ambition d'engager le redressement productif du pays.

C'est pourquoi, nous vous demandons instamment de prendre ce jour les deux décisions d'urgence qui s'imposent.

Premièrement, l'adoption d'un moratoire à effet immédiat sur les plans sociaux et licenciements jusqu'à l'entrée en fonction de la nouvelle Assemblée nationale.

Secondement, l'inscription en priorité à l'ordre du jour de la rentrée parlementaire d'un débat sur les mesures anti-licenciements dès le début de la session. Nous vous proposons d'inscrire dans ce débat la discussion sur la proposition de loi contre les licenciements boursiers débattue au Sénat le 16 février dernier.

Dans l'attente de votre réponse, veuillez croire, monsieur le Premier ministre, en l'expression de notre considération.

Pierre Laurent secrétaire national du PCF  
Nicole Borvo Cohen-Seat sénatrice de Paris et présidente du groupe CRC

Roland Muzeau député des Hauts-de-Seine et président du groupe CRC-PG

## Huma du jour et de la semaine

L'Humanité Dimanche du 31 mai au 6 juin 2012



Lundi 4 juin, dans l'Humanité 6000 personnes ont participé à "une marche contre l'austérité et le fascisme" en présence du candidat Front de gauche aux législatives Jean-Luc Mélenchon à Montigny-en-Gohelle (Pas-de-Calais). La bataille de Jacky Hénin, candidat du FDG à Calais. Tulle Christian Audouin poursuit la dynamique "Limousin Terre de gauche" Campagne de proximité de Patrick Braouezec, député sortant et candidat FDG 2e circonscription Seine-Saint-Denis. URGENCE POUR L'EMPLOI CHEZ DOUX, TECHNICOLOR, FRALIB ET DANS LA PRESSE Toute la semaine, la chronique de Margaux Ruellan, étudiante à Montréal.



## **Le PCF réclame un moratoire sur les licenciements**

Le Parti Communiste Français appelle le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, à imposer un moratoire sur les plans sociaux jusqu'à l'entrée en fonction de la nouvelle Assemblée nationale, en juin face à la menace présumée de licenciements massifs

Le PCF estime que les projets de plans sociaux, passés sous silence pendant la campagne électorale, se précisent avec 3.000 emplois en ligne de mire à Air France, 3.000 également à PSA-Aulnay, 3.000 encore à Carrefour, 10.000 dans toute la filière de la grande distribution.

Dans un communiqué, Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, ainsi que Nicole Borvo Cohen-Seat et Roland Muzeau, présidents des groupes CRC au Sénat et à l'Assemblée citent encore Fralib, Nouvelles Frontières, ArcelorMittal, Petroplus et SeaFrance.

"Il nous paraît inacceptable que le gouvernement assiste impuissant à ces destructions massives de l'emploi industriel français alors que les Français ont exprimé avec force leur volonté de mettre un coup d'arrêt à ce gâchis", écrivent-ils.

Outre un moratoire, le PCF demande l'inscription en priorité à l'ordre du jour de la rentrée parlementaire d'un débat sur les mesures anti-licenciements dès le début de la session.

## **Colombie : le PCF se réjouit de la libération de Roméo Langlois. Reste le conflit et ses tragédies...**

Le Parti Communiste Français partage la grande joie du journaliste Roméo Langlois, de ses proches et de ses collègues. Sa libération est un soulagement après 33 jours de détention par les FARC. Une nouvelle fois, l'intermédiation de l'ex-sénatrice et militante de la paix Piedad Cordoba a été déterminante dans cette libération malgré les graves menaces dont elle a été l'objet dans la dernière période.

Comme l'a fait remarquer Roméo Langlois lors de sa libération, ce qui s'est passé révèle les réalités d'un conflit trop souvent ignoré par les médias et presque jamais présenté dans toute sa dimension: assassinats de syndicalistes et de défenseurs des Droits de l'Homme, des millions de paysans expulsés et spoliés de leurs terres... Ce conflit sert aussi de prétexte aux autorités de Bogotà pour imposer des politiques autoritaires et de graves attaques contre les droits et libertés. Le jour même de la libération de Roméo Langlois, le Conseil européen approuvait la signature d'un accord de libre échange UE/Colombie, ignorant de façon consternante le drame que vivent des millions de Colombiens.

Roméo Langlois nous l'a rappelé hier : il est libre mais pour le conflit et ses tragédies... rien n'est réglé. La France devrait maintenant jouer un rôle bien différent dans le monde. Concernant la Colombie, elle doit marquer son attachement à la défense des Droits de l'Homme en se prononçant en faveur de la suspension du traité qui vient d'être signé. Elle doit se joindre aux efforts des progressistes latino-américains qui agissent en faveur d'une solution politique et négociée de ce conflit meurtrier qui n'a que trop duré.

## **Marine Le Pen tient des propos racistes, c'est intolérable!**

Dans un extrait vidéo diffusé par France 2, Marine Le Pen s'en prend à un jeune homme d'origine maghrébine qui supporte Jean-Luc Mélenchon en lui demandant à propos de la voiture qu'il conduit : "Vous l'avez gagnée au loto, la voiture, ou vous l'avez gagnée avec votre travail ?".

Ces propos sont racistes. Laisser sous-entendre qu'on ne peut pas gagner sa vie honnêtement par son travail du fait de sa couleur de peau est intolérable.

Après l'affaire du faux tract de Mélenchon, voici un nouveau délit commis par la candidate d'extrême-droite. Marine Le Pen revendique un siège de députée. Au final, c'est sur le banc d'un tribunal qu'elle finira par siéger.

Olivier Dartigolles, porte parole du PCF

## **Éliane Assassi sollicite une entrevue avec le ministre de l'intérieur**

En sa qualité de rapporteure de la mission « sécurité » du budget de l'État et dans la perspective de son examen par le parlement à l'automne prochain, Madame Éliane ASSASSI sollicite, dans un courrier daté du 29 mai 2012, une entrevue avec Monsieur Manuel VALLS, ministre de l'intérieur.

Elle souhaite en effet s'entretenir avec lui des enjeux liés à la sécurité de tous sur l'ensemble du territoire de la République qui nécessite des moyens humains, matériels et financiers ambitieux, ainsi qu'une redéfinition des missions dévolues aux forces de l'ordre qui passe notamment par le rétablissement d'une police de proximité.

Elle précise que ce rendez-vous pourrait également être l'occasion d'évoquer les attributions de ce ministère dont les contours demeurent les mêmes que sous Monsieur GUEANT.

L'opposition d'hier avait alors souligné l'amalgame et la stigmatisation que représentait le rattachement de l'immigration et de l'asile au ministère de l'intérieur. Maintenir cette situation ne risque-t-il pas à cet égard d'être perçu comme le prolongement des politiques menées antérieurement amalgamant insécurité et immigration ?

## **Fralib : « le gouvernement doit mener la bataille contre la finance »**

Le Ministre du redressement productif, Arnaud Montebourg a annoncé ce matin la reprise des discussions entre le groupe Unilever et les salariés de Fralib.

Après 600 jours de lutte, épaulés par la population, c'est une première très bonne nouvelle pour les salariés de Fralib. Un premier pas vers une victoire.

Depuis des mois, les élu-e-s communistes et le Front de gauche se battent aux côtés des salariés de Fralib pour faire valoir la crédibilité de leur projet. Aujourd'hui, nous nous félicitons que la gauche intervienne et puisse pousser à la sauvegarde des emplois.

Pour autant, la loi doit bel et bien rendre impossible ce type de situation. Hier encore, avec Nicole Borvo Cohen-Seat et Roland Muzeau, j'ai fait part de mon inquiétude au Premier Ministre quant à la multiplication des plans sociaux dans tout le pays et la nécessité pour le gouvernement de s'engager sur des mesures anti-licenciements ainsi que sur l'adoption d'un moratoire sur les plans sociaux.

Le gouvernement ne peut pas se contenter d'être rassurant. Cette bataille est une bataille qu'il faut mener contre la finance et le Front de gauche s'engage à la mener.

Fralib doit vivre. Et le seul projet qui vaille est celui que proposent les salariés. Le gouvernement doit maintenant et résolument se placer de leur côté.

## **Attaques contre Taubira : Copé pris en flagrant délit de racisme et de misogynie**

Hier (22/5), Jean-François Copé a appelé les électeurs du FN à voter pour les candidats de l'UMP aux législatives. Car « quand on vote Front national, on a la gauche qui passe » et « on a Taubira ».

Nicolas Sarkozy n'est plus président de la République, mais le recours à un bouc émissaire demeure bien ancré à l'UMP. En articulant sur la Garde des Sceaux sa parade nuptiale en direction de l'électorat de Marine Le Pen, la droite française montre son vrai visage. Elle est prise en flagrant délit de racisme et de misogynie. Chacun a bien compris que la droite cible Christiane Taubira à dessein. L'UMP est décidément prête à toutes les bassesses pour ramener au bercail l'électorat du FN.

Gageons que les électeurs sanctionneront à nouveau cette stratégie aussi consternante que méprisable.

Ian Brossat, Parti Communiste Français

## Syrie: stopper de toute urgence l'engrenage de la répression et de la militarisation

En Syrie, plus de 100 morts sont annoncés pour la journée de vendredi, avec 90 victimes à Houla, dont 25 enfants. La situation dans ce pays atteint maintenant un point critique qui doit solliciter l'engagement des autorités françaises et des autres membres du Conseil de sécurité de l'ONU.

Le Plan Annan, mis en danger par la répression massive du régime et par la montée des affrontements armés, doit faire l'objet d'initiatives immédiates et fortes afin de sauvegarder la possibilité d'une solution politique et éviter un conflit à grande échelle. Déjà, la stabilité du Liban est menacée par des combats à Tripoli et même à Beyrouth. Il y a urgence.

Le Plan Annan, accepté par le régime et l'opposition prévoit un cessez-le-feu, le retour de l'armée dans les casernes, la libération des prisonniers, le respect du droit à manifester, l'ouverture d'un dialogue opposition/pouvoir, la libre circulation de la presse et des médias. C'est par là qu'il faut commencer.

Le Parti communiste français réaffirme son soutien à ce Plan. Il n'y a pas d'autre issue possible.

Pour autant, il exprime sa très grande inquiétude devant la montée de la militarisation et de la violence dans cette crise. Le régime déploie des chars et tire sur la foule des manifestants. Des attentats terroristes meurtriers dans des grandes villes, jusqu'à Damas, poussent à la confrontation armée. Certains dirigeants de l'Armée Syrienne Libre en appellent à une intervention étrangère, à des raids aériens et des attaques organisées contre les forces du régime. Plusieurs États du Proche Orient, dont l'Arabie Saoudite et le Qatar poussent à la guerre et à la livraison d'armes à des groupes d'opposition. En cherchant ainsi l'escalade militaire le régime de Bachar Al Assad et l'ensemble de ces acteurs choisissent le pire chemin imaginable pour la Syrie et pour l'ensemble de la région.

Le PCF condamne la répression criminelle et sans issue du régime de Damas. Il dénonce avec la plus grande énergie toutes les tentatives et les calculs pour faire basculer la crise syrienne dans une guerre civile et une confrontation régionale majeure. Il réaffirme sa pleine solidarité avec toutes les forces qui agissent pour une Syrie démocratique et indépendante, contre toutes formes d'ingérences régionales ou internationales.

La situation critique actuelle impose, sans délais, que toutes les autorités politiques et diplomatiques qui peuvent jouer un rôle positif, fasse le choix de la responsabilité et prennent les initiatives nécessaires pour stopper l'engrenage de la répression et de la militarisation et pour obtenir le retour sur le chemin de la négociation et de l'application du Plan Annan.

**Parti Communiste Français**

## Tous à vos kiosques ! L'Humanité fait peau neuve.

Avec chaque jeudi, Cactus, le supplément polémique. Chroniques, dessins, prises de bec... sans un gramme de pensée unique.



Jusqu'en juin 2012 : Portraits de la France populaire: nos enquêtes au plus près des Français.

Et bien d'autres choses. A suivre...

## Conseil national du 11 mai 2012 : Nos objectifs politiques pour les législatives

Extraits du rapport d'Olivier Dartigolles au Conseil national du PCF. Intégral : <http://www.pcf.fr/23880>

L'élection de François Hollande à la présidence de la République ouvre une nouvelle période politique et représente un espoir. A l'annonce du résultat, c'est un soulagement : la fin d'une tension qui était devenue insupportable, après cinq années dont il ne faudra jamais oublier – pour ne pas avoir à le revivre – combien elles furent, pour notre pays et notre peuple, pour l'image de la France dans le monde, une période des plus sombres. (...) Nos objectifs politiques pour les élections législatives des 10 et 17 juin

En prolongeant et en amplifiant la dynamique du Front de gauche à l'élection présidentielle, nous engageons la bataille des législatives avec une belle ambition : une progression de notre influence, franchir une nouvelle étape dans la marche en avant du Front de gauche, avec la réélection de nos sortants et des conquêtes assurant un groupe parlementaire renforcé dont aura besoin toute la gauche. Pour les législatives, nous proposons une campagne nationale du Front de gauche avec une coordination nationale de la campagne, du matériel national en compléments des outils de communication élaborés à l'échelle des circonscriptions.

De la composition de la future majorité de gauche à l'Assemblée nationale dépendra la qualité des lois qui y seront votées. Tout au long de sa campagne, François Hollande n'a cessé de répéter qu'il ne changera pas son programme. Mais le nouveau président est aujourd'hui face à un désir de vrai changement progressiste. Il devra en tenir compte d'une manière ou d'une autre. Un groupe du Front de gauche largement renforcé, en lien avec les mobilisations populaires, les luttes, les assemblées citoyennes, sera un atout déterminant. Nous visons la réélection de tous les sortants communistes, apparentés, PG et FASE, et l'augmentation de ce nombre en plaçant le candidat Front de gauche en tête de la gauche (...). Dans certaines de ces circonscriptions où le danger de triangulaire menace la gauche, nous faisons la proposition de conduire le combat au nom de toute la gauche. Concernant le danger FN (...) Nous avons la responsabilité commune de ne pas priver l'électorat de gauche de la présence d'un candidat de l'une des formations de gauche. (...)

Nous sommes candidats à faire réussir la gauche, donc à dire ce que nous croyons juste et ce qui ne va pas, à le dire avec les citoyennes et les citoyens, car la gauche ne saurait gouverner sans le peuple. Prenez le pouvoir, c'est d'autant plus d'actualité que Sarkozy est parti. Notre engagement lors de l'élection présidentielle a été clair et il a été entendu : nous ne participerons pas à un gouvernement qui n'aurait pas sur sa feuille de route une rupture avec les politiques d'austérité, une alternative de progrès aux logiques inscrites dans le nouveau traité budgétaire européen (...)

Sitôt passé le deuxième tour des élections législatives, nous aurons tout de suite à évaluer la nouvelle situation politique et les nouveaux rapports de forces politiques, à évaluer aussi de l'évolution des choses autour du traité budgétaire européen, à décider de notre positionnement et de nos initiatives dans ce contexte ; nous aurons également à répondre à la question d'une éventuelle participation au nouveau gouvernement que François Hollande et le premier ministre composeront au lendemain des élections législatives.

Le (...) Conseil National se réunira dès le lundi 18 juin au matin, de 9h30 à 13h : il discutera et adoptera en fin de matinée une courte résolution précisant notre orientation et les premières initiatives de notre parti dans la situation politique nouvelle : cette résolution comportera une proposition précise sur la question de la participation de notre parti au gouvernement. Cette résolution adoptée sera envoyée aux fédérations dès 13 heures : les fédérations organiseront sur leur territoire, le lundi 18 et le mardi 19 juin, des assemblées générales de communistes et des conseils départementaux pour en discuter. **La conférence Nationale se réunira le mercredi 20 juin 2012 de 10h à 16h30.**